

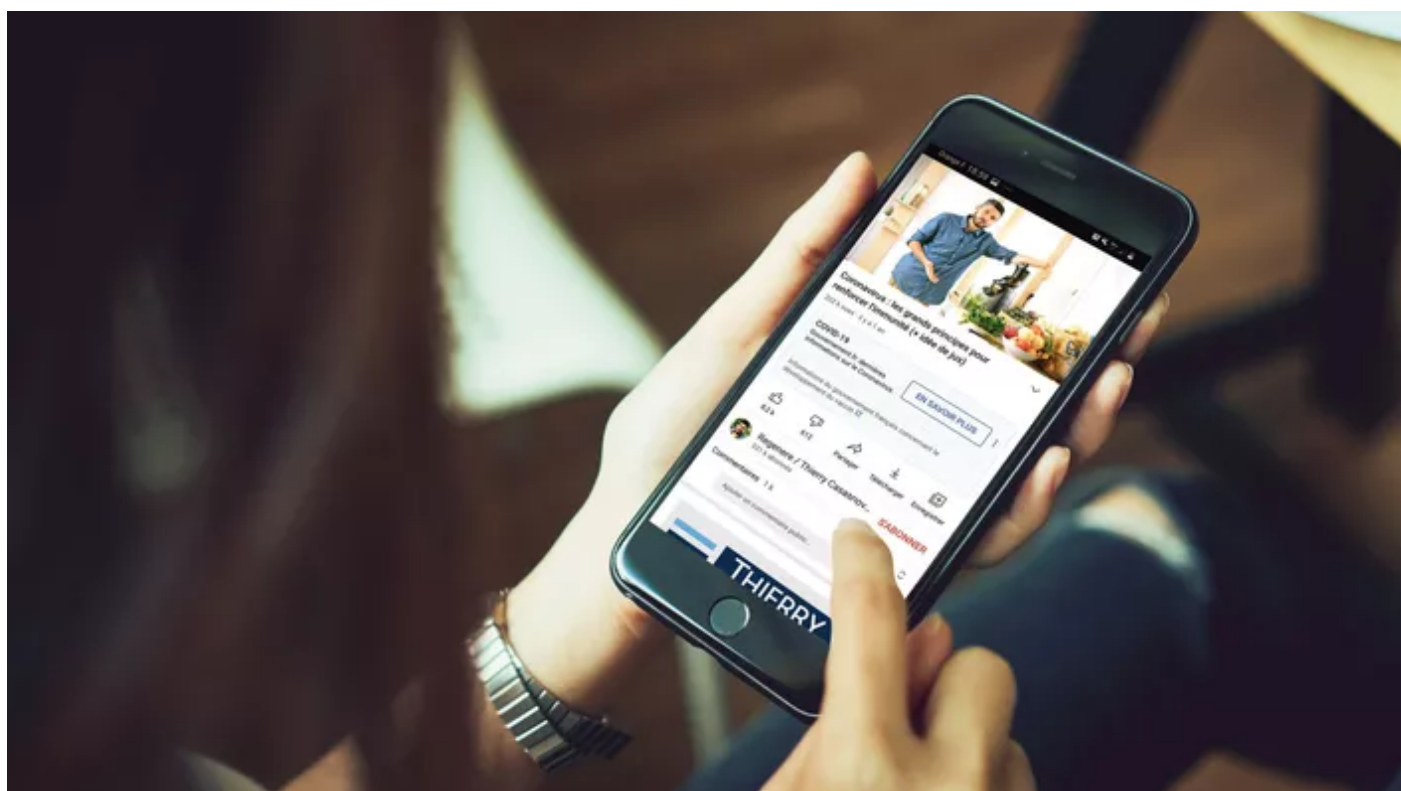
Le Covid-19, terreau fertile pour les gourous

DÉCRYPTAGE - Les dérives sectaires ont proliféré avec la pandémie, l'isolement et la désorientation. Souvent à l'ombre d'internet.

Par Angélique Négroni

Publié hier à 19:07,

Mis à jour hier à 19:26



Une internaute regarde sur YouTube une vidéo de Thierry Casasnovas. Ce chanteur du manger cru détient le plus grand nombre de signalements contre lui (plus de 600 à ce jour). 297210318/sitthiphong - stock.adobe.com

Elles bénéficient d'un incroyable alignement de planètes. La pandémie, la peur, l'isolement, les réseaux sociaux, les théories complotistes et cette inlassable recherche du bien-être ont fait le nid des dérives sectaires. Un cocktail explosif auquel s'ajoute une tendance de fond, selon le commissaire divisionnaire, Éric Bérot. «*Nous sommes dans une société égocentrique. Complotistes et gourous flattent les gens en leur disant qu'ils rentrent, grâce à eux, dans un monde du secret, qu'ils vont devenir des initiés. Et ça marche*», témoigne ce policier aux premières loges du phénomène. L'Office central pour la répression des violences aux personnes (OCRVP), qu'il dirige, chapeaute la cellule d'assistance et

d'intervention en matière de dérives sectaires (Caimades), dont il est aussi le patron.

À découvrir

→ **Test, isolement : la marche à suivre en cas de suspicion de Covid-19**

De plus en plus de personnes sont ainsi aimantées par une kyrielle de bonimenteurs qui, tapis derrière leur site internet, prennent dans leurs filets l'incrédule chaland en quête d'un monde meilleur. Aux côtés de communautés qui ont pignon sur rue, des gourous de tout poil embrigadent à distance. Des milliers de mini-structures amarrées à d'autres naviguent sur la Toile, sans vrai capitaine à bord. Forums et vidéos relayant des croyances et des thèses complotistes pullulent, pétrissant dangereusement les esprits. Des antichambres obscures qui peuvent un jour conduire dans les bras d'un gourou.

«Criminalité organisée»

Mais, désormais, la traque des proies se fait en bande. Le business se monte avec des partenaires et des associés. «*Sur internet, les gourous et gourelles travaillent en réseau*», constate une responsable du Groupe national de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (GNVLDS). Cette structure, qui dépend du Service central de renseignement criminel de la gendarmerie nationale, en vient même, pour décrire la situation, à parler de clientèle. «*Tout ce petit monde se connaît, se renvoie des clients, se fait mutuellement de la pub. C'est une criminalité organisée. Le but premier de ces gourous, c'est l'emprise. Mais le deuxième est lucratif.*»

Et celui qui tombe dans la nasse aura du mal à s'en extraire. «*Les algorithmes sur YouTube renvoient à d'autres vidéos. Les gens rentrent dans un tunnel*», met en garde Éric Bérot. Et en sortent parfois les poches vides. «*Certains prennent des crédits à la consommation pour payer des stages, des soins*», poursuit le chef de la Caimades. RSA, pension d'invalidité, maison vendue... tout y passe.



Ce qui nous occupe le plus, ce sont les dérives autour de la santé et du bien-être

Pascale Duval, responsable nationale de l'Association pour la défense de la famille et de l'individu victimes de sectes

Dans les associations qui luttent contre ces dérives, on s'affole. Les appels téléphoniques de familles qui s'inquiètent pour l'un des leurs sont incessants. «*On a enregistré une hausse de 20 % lors du deuxième semestre 2020*», indique Charline Delporte, présidente du Centre national d'accompagnement familial et de formation face à l'emprise sectaire (Caffes). La vague des appels s'est même amplifiée en septembre et octobre dernier, note Marie Drilhon, à la tête de l'Association pour la défense de la famille et de l'individu victimes de sectes (ADFI) des Yvelines. «*Ce qui nous occupe le plus, ce sont les dérives autour de la santé et du bien-être*», indique sa responsable nationale, Pascale Duval. Comme en atteste un rapport remis le mois dernier à Marlène Schiappa, la ministre déléguée à l'Intérieur, en charge de ce dossier.

«*De nouveaux praticiens, parfois issus de formations médicales, proposent tout un panel de protocoles allant du bien-être psychique au complément (voire au remplacement) des méthodes conventionnelles de soins pour des pathologies parfois lourdes*», est-il écrit. Dans ce document, où sont rarement mentionnés des noms, l'un pourtant y figure: Thierry Casasnovas. Ce chantre du manger cru, omniprésent sur les réseaux sociaux, détient le plus grand nombre de signalements contre lui. Plus de 600 à ce jour. Depuis juillet dernier, une plainte est ouverte pour mise en danger de la vie d'autrui contre celui que Pascale Duval baptise «*l'anguille*».

Autre domaine préoccupant: les mouvements pseudo-religieux qui, selon le rapport, multiplient les discours apocalyptiques, mettent en avant de prétendues guérisons, et au sein desquels sévissent parfois abus financiers et sexuels.

Des référents sectes

Face à cette situation, la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), qui sommeillait et n'avait plus de président depuis 2018, est réactivée. Désormais rattachée au ministère de l'Intérieur, après avoir

quitté les services de Matignon, elle a de nouveau, depuis ce jeudi, un responsable: Hanène Romdhane, une magistrate.

En parallèle, une circulaire a été adressée aux préfets pour que tous les services se mobilisent autour de ce fléau. Pour qu'un plus grand nombre d'enquêtes soient ouvertes, il est demandé, dans ce document, «*la systématisation des signalements aux autorités judiciaires*». Un objectif qui pourrait se heurter à la réalité du terrain, comme l'explique Bruno Boyer, en charge des dérives sectaires à l'Ordre national des médecins. «*Les pratiques dangereuses qui détournent parfois les patients de leur traitement sont repérées. Nous n'hésitons pas à déposer plainte pour pratique illégale de la médecine. Mais, le plus souvent, il y a classement sans suite.*»

Les temps pourraient donc changer. De son côté, la police judiciaire va se doter de plusieurs référents sectes au niveau local. Formés par l'équipe de la Caimades, ils seront le point de contact des maires, des préfectures et des associations mais aussi des commissariats. Ils feront aussi remonter jusqu'aux services centraux les informations concernant l'existence de groupuscules .